

**A propos de la
Mondialisation et
Reproduction
Du rapport rentier**

AMMAR GHERIB
Charge de cours au près de la
faculté des sciences
économiques de l'université
Badji-Mokhtar Annaba

المخلص:

الدراسة، تركز على المقاربات النقدية في الفكر الاقتصادي لظاهرة العولمة، من خلال حزمة من الأسئلة، تناقش كيفية تمفصل رأس المال، ارتباطا بالتشكيلات الاجتماعية الأخرى، في السياق الذي يتم فيه إعادة إنتاج النظام الريعي.

Tout d'abord qu'il me soit permis de remercier et de féliciter Rachid Bendib pour son travail ô combien stimulant. Sa contribution constitue du point de vue de l'objet comme de la méthode une source intarissable pour la réflexion, le questionnement .et la prise de position. C'est ce que nous allons nous employer à immédiatement entreprendre, tout en étant convaincu que notre modeste intervention n'épuisera sans doute pas le sujet tant il représente, à notre sens, le centre du débat actuel et à venir pour tous ceux qui sont intéressés par les problèmes du développement et la dynamique des sociétés .Pour permettre au lecteur d'appréhender notre contribution, il nous semble indispensable de reprendre l'article de R.Bendib au moins dans ses grandes lignes (1).

Pour l'auteur de l'article ci-dessus cité la globalisation et la mondialisation ne sont en fait qu'une extension du mode de production capitaliste (M.P.C) à des fins d'extorsion de plus value. Aussi le mouvement de transformation de l'économie Internationale en économie mondiale représente la continuation du processus d'élargissement des rapports de production capitalistes. La mondialisation ne peut être appréhendée que comme phase actuelle d'un processus Historiquement daté.

Ce processus a commencé avec l'apparition des Cités-Etats au 11^{eme} siècle va prendre un élan décisif au 15^{eme} et 16^{eme} siècle va engendrer la révolution industrielle au 18^{eme} et 19^{eme} Siècle laquelle révolution favorise la domination du M.P.C sur toutes les formations sociales ou le mode de production féodal (M.P.F) était dominant et

aboutit à la hiérarchisation de l'espace mondial par le colonialisme puis par le néocolonialisme.

L'auteur de l'article va étudier systématiquement (2) ce mouvement de mondialisation. L'approche historique usitée montre que le point de départ du développement capitaliste est lié à l'émergence des Cités-Etats. Les marchands ont négocié avec les seigneurs leur liberté, ils établissent des chartes et organisent la vie en fonction de l'objectif fondamental à savoir l'accumulation de richesse. Ce qui résume l'idéologie marchande.

Ce capital va relier les marchandises de l'Europe avec celles de l'Orient. Ce commerce n'altère en rien le mode de production. L'existence du capital marchand est en effet lié à la présence des extrêmes en tant que marchandises.

Les marchands Européens n'étaient pas seuls, les marchands « arabes » contrôlaient en partie ce commerce et surtout l'or africain. Ce qui avait pour conséquence de freiner l'expansion du capital Européen. Aussi le contournement du monde musulman devint une nécessité. C'est ce qui va se réaliser à partir du 15^{ème} siècle.

les conséquences immédiates de cette expansion internationale du capital marchand Européen est l'opulence des marchands qui va subjuguier les seigneurs féodaux et précipiter la métamorphose du M.P.F en M.P.C. Comme autres conséquences le développement du commerce international est source de conflits, ceux relatifs à l'expansion internationale mais corrélativement les conflits sociaux internes liés à la métamorphose du M.P.F ci-dessus annoncée. Ces conflits ont facilité la gestation des Etats-nations, premiers noyaux de l'économie monde en construction. La formation de ces Etats-nations va sceller l'alliance entre les marchands et la féodalité, et permettre aux marchands d'investir les rouages de l'Etat par leur savoir faire en matière de gestion et de plus ils sont détecteurs du nerf de la guerre (l'argent). L'alliance de la féodalité et des marchands nécessaire pour la transformation du capital marchand en capital productif révèle le procès d'articulation (1) des deux modes de production (2). L'histoire de l'accumulation primitive du capital est celle du processus extrêmement violent de l'expropriation des masses de leurs moyens de production et celle du pillage colonial. Cette expropriation des producteurs condition de base d'existence et du développement du MPC s'accompagne de la liquidation du système des corporations grâce au pouvoir réglementaire de l'Etat.

A une date ultérieure lorsque le M.P.C domine toutes les sphères de l'activité, l'alliance avec la féodalité n'était plus nécessaire. La rente en tant que rapport social devenait néfaste alors que dans les premiers moments du développement du capitalisme elle favorisait l'accumulation du capital. L'ordre économique capitaliste est réellement sorti des entrailles de l'ordre économique féodal.

Ces ressorts de la genèse et de l'extension du mode de production capitaliste que nous venons de présenter bien que révélant des éléments universels sont surtout européocentristes. Pour le reste du monde la confrontation du capital marchand d'abord en tant qu'entité homogène et puis comme simple phase du capital par la suite va quelque peu différer du processus qu'a connu l'Europe. Cette confrontation du M.P.C avec des formations sociales non féodales, dont l'analyse et les conclusions qui s'en dégagent sont d'une extrême importance, va connaître plusieurs phases. D'abord une phase d'échange qui va prendre assez vite la forme de rapine organisée ; puis un échange entre le capital marchand, en tant que simple phase du capital et les sociétés de la périphérie en gestation qui aboutit à la reproduction des modes de production dominants ces dernières, notamment leur structure de classe. Cet échange favorisant les rapports de production anciens aurait pu s'éterniser en ce sens qu'il ne provoquait ni dissolution ni transformations de ces formations sociales.

Dans une phase ultérieure le développement du capitalisme exigeait que le capital prenne racine pour détruire toutes les formes de production précapitalistes non féodales que ce soit la production marchande reposant sur le travail personnel des producteurs ou sur la vente du produit excédentaire et plus encore les formes de production tributaires.

Ces types de production ne permettaient pas la libération endogène de la force de travail d'où la nécessité d'un choc ou d'une greffe extérieure pour implanter le capitalisme. Le capital peut être alors assimilé à une nouvelle naissance du capital c'est-à-dire à la poursuite de l'accumulation primitive mais maintenant à l'échelle mondiale avec toutes ses affres.

L'auteur de l'article va prendre le cas de l'Algérie comme illustration de toute politique coloniale. Il souligne le caractère paradoxal de cette politique coloniale qui du point de vue strictement économique est un fiasco mais une réussite du point de vue de

l'extension du rapport capitaliste et sa condition de base qui est la séparation du producteur d'avec ses moyens de production. Cette réussite a nécessité l'utilisation d'une multitude de moyens coercitifs et autoritaires.

Rachid Ben Dib souligne que la reconduction des rapports précapitalistes, le Khamessat entre autres, est le signe d'une résistance des anciens modes de production. Mais la crise de la vigne en France à partir de 1880 a poussé les colons à constituer un capital agraire avec le développement de la viticulture déjà signalée, la céréaliculture et enfin l'agrumiculture avec tous les travaux hydrauliques qui accompagnent ce capital agraire. Mais le fait de considérer le marché algérien comme une chasse gardée va créer une économie désarticulée où la production était destinée au marché français. Le résultat de cette politique est la concentration du revenu et la faiblesse d'une demande solvable pouvant favoriser la naissance de l'industrie. Le marché algérien sert exclusivement de débouché à l'industrie française. Cette politique coloniale doit être aussi analysée comme un cas particulier à cause de la colonisation de peuplement. Cette dernière va donner naissance à un capitalisme sans classe capitaliste domestique. Cette situation doit être gérée par les couches sociales constitutives de la formation sociale algérienne au lendemain de la colonisation. Dans une deuxième partie de l'article l'auteur présente l'émergence de l'Etat algérien en tant que produit de la lutte de libération nationale avec ses deux composantes : la petite bourgeoisie qui avait pour tâche de diriger le mouvement et la masse essentiellement d'origine paysanne qui va supporter le poids de la lutte armée. Rachid Bendib remarque à juste titre que les contradictions sociales ont été masquées par la contradiction avec le colonialisme dans sa forme particulière.

Au lendemain de l'indépendance les luttes sociales sont toujours latentes et il y a l'émergence d'un pouvoir monolithique sans consistance idéologique et sociale. Ce pouvoir va exclure le peuple de l'exercice politique et le FLN qui a organisé la lutte va s'effondrer et laisser la place à un pouvoir militaire. L'armée, la seule force organisée, va s'autoproclamer «garant de la révolution» et son conseil de la révolution va se substituer aux structures politiques antérieures. Le groupe militaire va développer une stratégie sur tous les plans :

- sur le plan politique il va développer la thèse anti-impérialiste en construisant un état au discours neutre.

- sur le plan économique il prône le développement d'une économie nationale indépendante, qui peut répondre aux aspirations et/ou aux besoins des masses. Cette construction est assimilée à la transition vers le socialisme tout en niant la lutte des classes. Il est à signaler que ce socialisme est fortement corrélé à l'importance de la rente pétrolière appropriée par l'Etat algérien. Cette dernière permettait l'autonomisation de l'état par rapport à la société civile laquelle société ne pouvait être que le déversoir passif des différentes décisions de l'état.

Cette situation est paradoxale à plus d'un titre : le développement économique conçu par l'Etat rentier était un état un développement acheté, importé grâce à la rente pétrolière. Aussi les travailleurs en étaient exclus de fait.

Toute activité productrice créerait un nouveau type d'agent qui revendiquerait son autonomie par rapport à la rente et rentrerait de fait en concurrence pour le pouvoir avec les tenants de l'Etat rentier. Le résultat est qu'en fait le « travailleur » de l'Etat rentier ressemble économiquement au rentier et vit des largesses de l'Etat. Ce dernier dévalorise le travailleur local en faisant appel aux techniciens étrangers. Le travailleur domestique va être attiré par l'administration lieu de partage de la rente. Le discours social permet là encore de masquer la convergence de l'Etat rentier avec une faune prédateurs autour du secteur public ou l'économie publique et l'appareil d'Etat (subvention, licence d'importation...). Il y a là un véritable renversement des valeurs, le travailleur producteur de plus value perd ainsi son rôle en tant que catégorie centrale dans le processus de reproduction de la formation sociale algérienne (F.S.A). Le processus de développement ainsi conçu est un phénomène étranger à la société et ses chances d'aboutir sont nulles.

L'idéologie dominante régresse à un niveau précapitaliste ce qui va être lourd de conséquences. La rente freine le développement du capitalisme qui avait « pris racine » pendant la période coloniale et se hisse au rang de rapport social dominant en remplacement du capitalisme.

La période de l'indépendance n'aurait donc pas été une phase d'accumulation du capital malgré l'importation de quincaillerie mais une phase d'accumulation du capital marchand aux mains des couches prédatrices et rentières. A coté de ce premier paradoxe que constitue la régression vers un mode de production non capitaliste survient un

deuxième .L'impérialisme économique en tant qu'élargissement des rapports de production capitaliste semble curieusement s'accommoder de l'existence de rapport sociaux précapitalistes à l'échelle locale. Cette articulation entre les deux rapports sociaux capital rente montre,encore, que la logique d'accumulation du capital à l'échelle mondiale doit dans certaines conditions freiner l'expansion .du capital si cela s'avère nécessaire pour le mouvement d'ensemble .Les pays rentiers auront pour rôle d'être des pourvoyeurs d'hydrocarbures et de dépotoir pour les marchandises produites ailleurs .Le capital international s'accommode fort bien des monarchies pétrolières malgré leur archaïsme jusqu'à ce jour .

Mais à partir des années quatre vingt (1980) l'Etat rentier algérien va devoir connaître des transformations à cause du rétrécissement de la rente pétrolière. Ce rétrécissement va provoquer l'effondrement de plusieurs paradoxes et illusions :.d'abord il s'en suit un constat de carence du volontarisme et la non concrétisation des réformes. Carence économique en ce sens que l'industrialisation sensée être la base de l'indépendance économique dépend à tous points de vue du marché mondial capitaliste. L'agriculture continue à dépendre de la nature et ne répond pas aux besoins essentiels de la population .L'économie et les finances algériennes dépendent du prix du baril de pétrole et il y a un endettement pour répondre aux besoins incompressibles de la population.

Devant cette crise de l'Etat rentier deux discours proposent des solutions :

Le discours islamiste qui est, au fond, identique à l'ancien discours de l'Etat dans son utilisation du populisme, la négation des contradictions et le mépris des masses. Le discours libéral qui semble répondre aux exigences du moment mais les couches sociales qui se sont enrichies semblent méconnaître les règles de l'accumulation du capital d'où leur nécessaire apprentissage à l'école du capitalisme.

L'auteur de l'article lie les contraintes structurelles de l'Etat rentier et les nouvelles transformations du M.P.C au stade actuel de son développement en analysant entre autre ses formes de régulation : La régulation économique œuvre des firmes multinationales et du capital international qui se mondialise et la régulation politique ou ce qu'il en reste mise en place par les Etats – nations. La conséquence immédiate de ces deux formes contradictoires est la disparition ou l'inopérabilité des notions de centre et de périphérie pour expliquer les

changements actuels. Ces nouvelles règles montrent que les contradictions se sont apparemment déplacées et que la contradiction principale du moment est celle existant entre la logique d'accumulation du capital à l'échelle mondiale et la logique du compromis social sur laquelle repose la légitimité de chaque Etat-nation. C'est la fin de l'encadrement institutionnel de l'accumulation qui culmina dans le New deal et qui s'appuyait sur le modèle Kynésien. Comme conséquence de ces nouveaux rapports de force les Etats du noyau capitaliste devraient remettre en cause les compromis sociaux et les Etats de la périphérie détruire les survivances des rapports précapitalistes. Aussi tous les Etats se trouvent en concurrence pour capter l'épargne et l'investissement. La course à la dérégulation et aux privatisations est lancée. Dans ce contexte l'Etat algérien devrait avoir pour principale tâche de restructurer sa sphère économique de manière à offrir les conditions les plus favorables à l'intervention du capital mondial. Or les tergiversations sur les réformes semblent souligner une absence de vision à long terme sur le devenir de la formation sociale algérienne (F.S.A) d'où les luttes sourdes entre les couches sociales dominantes.

L'auteur de l'article va présenter les ressorts profonds de la crise de l'Etat rentier en expliquant que le capital marchand dominant est la matérialisation de la rente et que sa transformation en capital productif constitue le fond du problème. Mais les couches rentières vont s'opposer parce qu'elles risquent de disparaître en tant que telles. Le dépassement de la rente suppose l'émergence du capital en tant que rapport de production dominant les couches sociales indigènes et donc la destruction de toutes les positions rentières. Cette généralisation du capital requiert la démocratie bourgeoise en tant que mode de régulation pacifique des intérêts contradictoires et le marché en tant que forme dominante de régulation économique.

Cette crise de l'Etat rentier semble pouvoir être résolue par l'attitude libérale avançant la démocratie et l'économie de marché et les résistances qui s'expriment par le discours islamiste ressemblent beaucoup plus à un combat d'arrière garde.

Rachid Bendib va s'intéresser au discours proposant l'économie de marché et celui de la démocratie pour expliquer que ces notions ont des contenus hétérogènes : La notion d'économie de marché renferme un non dit en ce sens qu'elle peut être valable pour une économie marchande précapitaliste. De ce fait elle peut répondre aux aspirations

des couches sociales dominantes qui ne peuvent survivent que si le rapport rentier est le rapport dominant .C'est ce qui explique que les tenants de la rente défendent l'économie de marché assimilée au Bazar .Les mesures telles que le désengagement de l'Etat de la sphère économique et la libération des échanges avec l'extérieur ne pourront à long terme que détruire les capacités domestiques de production et la menace pour les rentiers s'en trouvera implicitement éloignée.

L'auteur de l'article esquisse l'avenir de la formation sociale comme suit :

La destinée des trois secteurs composant l'économie à savoir le secteur progressif comportant le pétrole et le gaz, le secteur retardant englobant l'industrie et l'agriculture et le secteur des services. Le premier secteur ci-dessus cité va continuer à se développer au regard des besoins de l'économie mondiale en tant que fournisseur des hydrocarbures générer une rente substantielle.

Le secteur retardant avec sa technologie désuète et son management archaïque ne peut soutenir la compétition internationale d'où sa probable disparition progressive le désinvestissement public et privé dans sa partie industrielle en sont les signes annonciateurs.

Enfin pour le troisième secteur l'ouverture du marché aux marchandises produites ailleurs permet au capital international de récupérer en partie la rente .Cette ouverture hissera les « importateurs » au rang de pourvoyeurs du marché algérien. Ainsi l'économie de marché préconisée est un espace déconnecté d'une base productive domestique et reflète un processus de bazardisation de l'économie nationale. La réponse de l'Etat aux enjeux de la mondialisation risque d'aboutir à la disparition des activités industrielles et agricoles et à une hypertrophie des services .Cette réponse, ,là encore paradoxalement, si l'on s'en tient au discours ,répond à la dynamique de la mondialisation qui requiert que notre économie (et les autres d'ailleurs)soit réduite à un pipeline et/ou à un gazoduc sans robinet d'arrêt .Il est à souligné que du point de vue du capital international ce rôle de pourvoyeurs en hydrocarbures est mieux assuré et certainement plus rentable quand les tenants de la rente domine l'Etat algérien .

Le deuxième volet du discours libéral est celui de la nécessaire démocratie .En effet la domination des couches rentières en collaboration avec le capital international dans le cadre de la mondialisation doit prendre de nouvelles formes .Une reformulation

des alliances de classes nécessite de nouveaux slogans en remplacement des anciens (construction d'une économie nationale et indépendante, luttes des masses contre l'impérialisme, l'option socialiste, révolution agraire).

La démocratie en Algérie est, par certains aspects, paradoxale, car la démocratie bourgeoise (élection, parlementarisme) est historiquement le produit de la contradiction capital travail et représente l'hégémonie de la bourgeoisie. Or la contradiction capital travail est quasi – inexistante et dans les meilleurs des cas balbutiante en Algérie. Cette démocratie n'a pas pour objectif de résoudre de manière pacifique les conflits mais constitue une politique de partage de la rente. C'est ce qui explique la foudroyante des partis politiques au discours identiques et aux militants interchangeables. Aussi l'apathie généralisée des populations vis-à-vis des élections entre autres est le reflet de leur exclusion ou marginalisation. Cette situation des populations est semblable à la période du socialisme spécifique. Cette fois-ci elles ont droit à la démocratie spécifique. Cette démocratie basée sur le partage de la rente est appréhendée par les populations exclues comme une greffe étrangère qui constitue un terrain favorable au discours islamiste. Cette démocratie bourgeoise ne peut dépasser la phase du formalisme. Cette façade démocratique qui voile la dictature rentière satisfait les phantasmes des O.N.G et autres associations internationales qui ne saisissent que les apparences. Cette démocratie sous la coupe des couches rentières bloque l'émergence de la société civile et reproduit sous des formes nouvelles les rapports patron clients.

L'auteur signale enfin que l'émergence de la société civile remettrait d'une part le rapport rentier en cause et par là même la logique de la mono exportation dictée par l'accumulation mondiale dont les couches rentières sont les gardiens intransigeants en Algérie.

Comme nous l'avons annoncé dans les premières lignes de cet article, la production de R.Bendib est intéressante à plus d'un titre : du point de vue méthodologique l'auteur utilise les catégories du matérialisme historique ce qui lui permet d'une part de dépasser les logiques formalistes pour ne retenir que l'essence même des phénomènes et d'autre part permet de recentrer ces phénomènes dans une logique d'ensemble, celle de la lutte sociale¹ autour du surproduit. De manière générale la façon dont R.Bendib appréhende le problème lui permet de faire un diagnostic relativement juste de la situation.

Quoi qu'en partageant les mêmes prémisses méthodologiques nous divergeons sur l'appréciation du fond et celle du mouvement d'ensemble : du point de vue de la méthode l'analyse est absolutiste c'est-à-dire qu'il y a dans l'analyse des résultats justes du point de vue normatif mais qui ne rendent pas compte de la réalité à titre d'exemple nous pouvons retenir le jugement qu'il porte sur l'industrialisation. en Algérie, appréciation que nous développerons ultérieurement. Nous voulons signaler que les situations individuelles n'acceptent l'absolu que de manière limitée. Aussi faire de la projection à partir de cette analyse individuelle sur tous les cas est impossible. On ne peut pas toujours généraliser.

Nous allons donc reprendre les propositions et analyses de R.Bendib pour les décortiquer et présenter peut être une alternative si non une autre lecture. Nous allons commencer par la partie historique de l'analyse de l'extension du capitalisme à l'échelle européenne puis à un niveau planétaire.

R.Bendib avec F.Braudel voient dans le développement du capital commercial international la force motrice de la transformation du mode production féodal (M.P.F) en mode de production capitaliste.

Les cités-Etats premiers maillons de la mondialisation seraient à la base du développement du capitalisme en tant que rapport social. L'analyse concrète montre que la centralisation et la genèse de l'Etat-Nation en Europe est le résultat d'un processus historique qui ne tire pas sa force de l'échange international mais son origine est incontestablement liée au développement des forces productives à partir de ressorts internes ou internalisés. C'est ce développement des forces productives qui a brisé les barrières féodales et remis en cause les lois régissant l'ordre féodal et notamment l'attachement des serfs à la glèbe. Ce développement s'est matérialisé par la naissance d'un surplus économique en évolution progressive. Ce surplus en expansion a permis à la production de prendre son caractère marchand puis capitaliste par suite de l'écatement de l'ordre féodal. Il est certain que le capital marchand a aidé et poussé à l'avènement de l'ordre capitaliste mais il n'en ai pas l'élément moteur. Il est tout aussi vrai que c'est lorsque le marchand s'est intéressé à la production que celle ci a évolué vers le capitalisme. Mais il n'en demeure pas moins que la voie royale ou la voie révolutionnaire de passage au capitalisme est l'œuvre du producteur quand il s'est transformé en industriel, en marchand et en capitaliste. L'ancien artisan qui a fait sa mue

capitaliste est dans la production un organisateur supérieur au marchand parce qu'il possède avant lui les techniques de la production et va organiser la production sur de nouvelle base technico,-organisationnelles.

Le marchand quant à lui s'est intéressé à la production pour pouvoir augmenter la part du produit social destiné à l'échange et même pour récupérer accessoirement la rente foncière dès que la terre est devenue marchandise. Cet intéressement du capital marchand pour la production est dicté par le souci de briser toutes les entraves à son développement en tant que tel et de mettre en place des structures conformes à sa nature.

Nos propos semblent quelque peu entrer en contradiction avec les thèses de Braudel rapportées par R. Bendib. Nous présentons nos résultats non pas dans un quelconque esprit de polémique mais pour signaler, si utile, qu'il ne faut pas espérer un quelconque apport significatif du capital marchand en tant que tel, c'est-à-dire tant qu'il ne représente pas une phase du processus de production et reproduction du capital. Le capital marchand si les conditions de son existence sont assurées peut demeurer pendant des millénaires étranger à la production.

Aussi les tenants du libéralisme et /ou du néolibéralisme dont le discours est d'ailleurs explicitement réfuté par R. Bendib, doivent ils comprendre que l'histoire est un vaste champ d'expériences ayant valeur d'expérimentation permettant à tout un chacun de tirer ses propres conclusions. L'histoire du monde moderne nous enseigne à chaque instant que le développement et l'enrichissement réels des sociétés sont basés sur la production et le degré de maîtrise de la nature par l'homme. Pour nous d'un point de vue historique le marché national ne s'est pas constitué après le développement du capital marchand qui s'est internationalisé mais sont dans le meilleur des cas concomitants pour ne pas avancer brutalement que le marché national est le premier né. Il est à signaler que la naissance de l'Etat nation d'abord sous forme de royauté centralisée procède du même processus.

Avant de conclure sur cette période riche en enseignements pour tout chercheur s'intéressant au problème du développement, nous signalons que le capital marchand Européen ne s'est développé que grâce à sa connexion avec une base productive autochtone même si le pillage des « nouveaux pays » est un facteur favorisant. Le

colbertisme est pour nous un exemple typique de la jonction entre capital commercial et la production manufacturière.

Après ce bref aperçu de la genèse et de l'évolution du capitalisme en Europe comme moment d'articulation avec le mode de production féodal puis en tant que système dominant et hégémonique. Nous passons à l'examen en profondeur de la réalité de ce système et sa nouvelle extension à un niveau mondial.

Le libéralisme déjà avant la chute du mur de Berlin avait commencé à se « renouveler ». Après la guerre froide il avait promis la prospérité pour tout le monde et la paix. Il est difficile de refuser des idées aussi séduisantes. Le dogme libéral peut être ramené à A. Smith et D. Ricardo qui proclament que la recette pour éliminer la misère est « le trickle down » ou effet de ruissellement : tout le monde s'enrichit quand la croissance économique est au rendez-vous. Ce dogme libéral prône que lorsque le capital est débarrassé de toute limitation et de tout contrôle il se dirige spontanément à chaque instant vers le lieu où ses profits seront maximums. D. Ricardo ajoute que le coût comparatif des frais de production détermine le lieu d'implantation de la production marchande. A leur décharge il est vrai que A. Smith et D. Ricardo n'avaient pas sous les yeux les écarts de productivité de travail ni les monopoles ni la polarisation.

Il y a quelque part l'espoir entretenu et diffusé à un niveau planétaire que cette mondialisation qui semble s'imposer à travers le développement du capitalisme va peut être abolir le contraste développement autocentré/développement périphériques ou encore promouvoir un mouvement de production moderne permettant par là même à l'humanité de régler tous ses problèmes. En d'autres termes la tendance serait à la naissance d'une nouvelle forme de développement globalisé. Le ralliement de la majorité des classes dominantes au projet de globalisation semble être un présage pour un nouveau capitalisme dépassant les intérêts nationaux ; mais ce rêve s'est révélé très vite éphémère. L'analyse du capitalisme existant réellement montre que le capitalisme est toujours plus que jamais caractérisé par l'aliénation économe. C'est-à-dire que le moyen à savoir l'accumulation capitaliste et/ou l'économie en général est devenu une fin en soi. Cette aliénation s'impose à l'ensemble de la vie sociale en tant que force objective qui lui est extérieure. Le capitalisme est toujours polarisant. Cette polarisation n'a pas une forme universelle valable tout le temps. Elle peut s'exprimer dans des formes

différentes dans un passé relativement proche ; elle s'est exprimée dans le contraste pays industrialisés / pays non industrialisés. Maintenant elle s'impose sous une autre forme à travers l'exercice de ce que Samir Amin (1) appelle les cinq monopoles.

Ces monopoles sont sommairement : les monopoles exerçant dans le domaine de la technologie soutenus par le riche Etat .Les monopoles exerçant dans le domaine de la finance contrôlant tous les flux financiers de grande importance court-circuitant les institutions financières des Etats nations et créant à leur monnaie un espace plus large que l'espace national. Les monopoles exerçant dans la communication et l'information sapant par de nombreux procédés les cultures nationales et appauvrissant l'humanité. Les monopoles exerçant dans l'accès aux matières naturelles et matières premières et enfin les monopoles de l'armement de destruction massive que les USA se réservent le droit d'usage comme en 1945. Cette polarisation approfondit de manière continue l'écart des niveaux de développement entre les centres du système et ses périphéries. Cette polarisation a une explication théorique. Le capitalisme appréhendé abstraitement comme mode de production est fondé sur trois dimensions : un marché des produits de travail, un marché du travail et un marché des capitaux. Mais le capitalisme envisagé comme système mondial réellement existant est fondé sur deux marchés : celui des produits du travail et des capitaux. La constitution d'un marché du travail mondialisé est inexistante par la persistance de frontières politiques d'état en dépit de la mondialisation économique.

Aussi l'analyse du capitalisme mondialisé nécessite de distinguer entre la loi de la valeur de sa forme spécifique mondialisée. C'est cette dernière qui gouverne le monde. La loi de la valeur suppose que les rémunérations du travail à productivité égale soient égales. La loi de la valeur spécifique produit des rémunérations inégales à productivité égale alors que le prix des marchandises et la rémunération du capital tendent à s'égaler. La polarisation est le produit de cette situation.

Les cinq monopoles ci dessus présentés, articulant l'efficacité de leur action, constituent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Donc loin d'être l'expression d'une théorie économique pure détachée de son cadre politique et social. La loi de la valeur mondialisée est l'expression de ces conditionnements. Ces derniers annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis

qu'ils surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquels opèrent les monopoles nouveaux au profits des centres. Ils produisent une nouvelle hiérarchie dans la répartition des revenus plus inégale que jamais au niveau de la planète. Ils subalternisent les industries de la périphérie les réduisant aux activités de sous-traitance.

A partir de cet exposé je ne peux soutenir avec R.Bendib que la contradiction principale à un niveau mondiale et entre la logique de l'accumulation mondiale portée par les firmes transnationales et la logique du compromis social sur laquelle repose la légitimité de chaque Etat-nation qu'il soit du centre ou de la périphérie. Même la prétendue concurrence entre les différents Etats pour s'accaparer des investissements est toute relative. En effet l'analyse des flux financiers internationaux montre que les U.S.A absorbent l'essentiel du surplus des pays de la triade et que ces derniers se contentent de rapatrier les profits et autres dividendes des capitaux autrefois investis hors de la triade. Ils pratiquent en fait des formes du parasitisme.

L'idée de R.Bendib soutenant que le concept centre- périphérie serait inopérant depuis le vol en éclat du front constitué par les pays du tiers monde ne rend pas compte de la réalité du développement du capitalisme existant réellement. Nous avançons rapidement l'idée que la polarisation du capitalisme non seulement creuse l'écart de productivité et de développement entre les centres et les périphéries mais qu'elle est le résultat de l'exercice des cinq monopoles qui sont entre les mains des pays de la triade et que ces derniers n'existent que parce que l'état puissant les soutient. Ce serait faire preuve de beaucoup d'ingéniosité que d'accepter les thèses néolibérales qui appellent à la concurrence internationale et passent sous silence le soutien de l'état notamment dans la production de la technologie et de l'armement. Si le keynésianisme social a disparu ou régressé le keynésianisme militaire est lui toujours surpuissant malgré la fin de la guerre froide. A aucun moment de son existence le capitalisme n'a pu se dispenser de l'action de l'Etat et des moyens politiques et militaires dont disposent les centres capitalistes. Les vertus de la main invisible doivent être épaulées par le poing visible de la force militaire selon Thomas Friedman conseiller de Madelen Albright.

L'analyse du capitalisme montre que ce dernier ne se réduit pas à celui d'une économie de marché généralisée mais situe le capitalisme dans son essence au delà du marché. Dans le capitalisme existant réellement lutte de classe, politique d'Etat et logique d'accumulation

du capital sont inséparables et donc les prétendues lois du marché qui s'autorégule n'ont aucune réalité même la dérégulation est en fait une régulation par les pouvoirs des monopoles qui se situent au delà du marché. C'est autour de l'axe formé par les cinq monopoles que se constituent les formes d'avenir de la polarisation. Nous reviendrons sur ces données incontournables lorsque nous étudierons la partie consacrée à l'analyse de l'Etat rentier.

Après avoir présenté la mondialisation comme un moment historique dans l'extension des rapports de production capitaliste de manière générale R.Bendib va présenter l'articulation du mode de production capitaliste avec les structures précapitalistes non féodales. Le capitalisme qui s'est développé en collaboration avec le féodalisme va se heurter à des structures où la propriété privée, même féodale ou quasi féodale, est absente. Il ne peut s'appuyer à ses débuts en Algérie (puisque c'est l'exemple que l'auteur de l'article a retenu) sur des élites qui lui serviront de tampons et ce phénomène est aggravé par la colonisation de peuplement qu'a connu l'Algérie. Le capitalisme pour prendre racine en Algérie a développé une violence inouïe accompagnée de mesures coercitives économiques et extra économiques et s'est imposé comme une greffe extérieure. C'est à dire qu'il lui a fallu développer le capitalisme sans classe capitaliste indigène en passant par toutes les affres de l'accumulation primitive du capital mais nettement amplifiées par rapport au modèle Européen. Il nous semble que pour ce point l'analyse de Bendib est correcte et peut être retenue dans l'histoire des faits et de la pensée économique relative à l'Algérie pendant la période coloniale.

L'analyse de R.Bendib relative à l'orientation et aux composantes des promoteurs de la guerre de libération et des forces en présence nous semble tout aussi correcte. Mais R. Bendib dans sa fixation sur les aspects qui lui semble négatifs va apporter des appréciations excessives. D'abord signalons que R. Bendib passe sous silence la nature sociale de l'Etat de 1962 jusqu'au moment de la lutte pour la récupération des richesses énergétiques du pays sous forme de produits et de rente. Cette courte période dans l'histoire de l'Algérie contemporaine est présentée dans certaines thèses comme une période où l'engouement populaire a permis au pays de survivre malgré la faiblesse de ses ressources et celles de l'encadrement technique. Ces masses n'étaient pas le déversoir passif des différentes décisions de l'Etat.

Il nous semble que la compréhension correcte de l'évolution de la société au lendemain de l'indépendance passe par la remémoration de ce qu'a été l'émergence du tiers monde dans le concert des nations. Au lendemain de leur indépendance les pays du tiers monde dont l'Algérie vont contester l'ordre existant et revendiquer à Bandung le droit au développement économique et social. Ils vont réclamer l'accès à la vie moderne et pour commencer leur droit de construire des économies indépendantes répondant aux aspirations de leur population. Il nous semble que cette revendication a traversé l'Algérie. L'esprit de Bandung a fortement inspiré les politiques algériens et une solidarité avec les pays du sud s'est toujours manifestée. C'est ce que R. Bendib n'a pas saisi puisqu'il a presque tourné à la dérision la lutte anti-impérialiste en tant que slogan politique.

Maintenant en dehors de la forme militaire ou civile de l'Etat algérien essayons de dresser quelques repères afin de porter une appréciation sur l'Etat algérien. Il est incontestable que c'est un Etat éminemment rentier qui s'est, grâce à la rente, autonomisé par rapport à la société. Nous reviendrons plus tard à l'analyse de la rente en tant que rapport social dominant et des conséquences qui en découlent. L'Etat algérien a été un entrepreneur signalé à juste titre R. Bendib. Les questions que l'on peut poser, qui méritent mieux que des réponses épidermiques, sont de savoir comment rattraper le retard économique puisque c'est en ces termes que les pays du tiers monde ont posé le problème du développement. En Algérie le départ des cadres de l'ancienne économie a obligé le pays à faire un effort sans précédent en matière de formation et d'éducation. Ces tâches dites d'édification nationale peuvent faire l'objet d'une étude très controversée.

Elles sont pour beaucoup un moyen de masquer les contradictions sociales et permis à une faune de prédateurs (1) de s'accaparer une partie du revenu national de par leur proximité des centres de décision. Il est certain que de telles pratiques ne peuvent exister que si la société civile est marginalisée et que l'obligation du résultat ne soit pas la règle de conduite de toute action et à tous les niveaux. Nous partageons pleinement l'avis de l'auteur de l'article étudié que la concrétisation du projet de développement, que toutes les politiques déclarées et menées par l'Etat ont servies les couches rentières pour le renversement de l'échelle de valeurs universelles que sont l'effort et le

mérite, en ce sens que le rapport rentier tue tout effort réel pouvant conduire à l'émergence du travail et par conséquent la plus value au sein de la société. De fait le projet de développement tel qu'il a été concrétisé exclut les travailleurs au niveau de sa conception comme celui de sa réalisation. Au total des couches sociales qui vont émerger seraient celles du parasitisme et de la prédation. Tel est l'avis de R.Bendib. En fait les résultats méritent d'être nuancés. Ils doivent être nuancés à plus d'un titre. Les expériences développementalistes qu'on connu plusieurs pays y compris l'URRS et la Chine Populaire n'ont pas suffisamment retenu l'attention qu'elle mérite. Il y a eu un constat d'échec et tout le monde s'accommode de ce résultat ; or ces expériences véhiculent à la fois une idée du développement assimilé à la croissance économique et au rattrapage et un deuxième aspect qui rappelle l'origine révolutionnaire de ces expériences et qui présente le développement comme une déconnexion avec le marché international et la logique capitaliste. Il est évident que cette page de l'histoire est tournée. Pour ce qui est de notre pays faire le bilan de notre expérience nous permettrait de ne pas recommencer les mêmes erreurs et surtout de situer les responsabilités historiques de chaque groupe social. Nous rappelons que le projet d'un développement autocentré nécessite la concrétisation d'un certain nombre de conditions à la fois politiques, économiques et sociales.

Le développement est un concept critique qui suppose la définition d'un projet sociétaire qui est l'objectif de son déploiement. Le développement autocentré suppose la maîtrise de certaines conditions essentielles de l'accumulation à savoir :

- La maîtrise locale de la reproduction de la force de travail ce qui implique que l'Etat doit assurer une politique de développement agricole capable de dégager des produits vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital et que la masse des biens salariaux suive simultanément l'expansion du capital et de la masse salariale

- La maîtrise locale de la centralisation du surplus. Ce qui suppose l'existence d'institutions financières autonomes par rapport aux flux du capital international.

- La maîtrise du marché réservé à la production nationale même en l'absence de fortes protections tarifaires et d'être compétitif sur le plan international au moins sélectivement. Ce qui suppose un consensus social et un projet qui peut faire rêver les citoyens

- La maîtrise locale des ressources naturelles, ce qui implique qu'au-delà de leur propriété formelle l'Etat est capable de les exploiter ou de les garder en réserve plutôt que de posséder des avoirs financiers dont on peut être exproprié à chaque instant.

- La maîtrise locale de la technologie inventée localement ou importée. Cette maîtrise signifie que la technologie peut être reproduite rapidement sans que l'on ne soit contraint d'en importer les inputs essentiels. Ces conditions pour la concrétisation restent d'actualité eu égard à la nature polarisante du système capitaliste existant réellement. Il est évident qu'au regard de ces critères la concrétisation du projet de développement en Algérie a été plus que partielle mais ce projet développementaliste a eu le mérite de précipiter dans l'ère de la révolution industrielle certes de manière inégale les peuples du tiers monde dont l'Algérie.

L'Etat rentier algérien va entrer en crise dans la deuxième moitié des années quatre vingt (80) du siècle dernier. R. Bendib propose sommairement quelques idées pouvant contribuer à expliquer la crise et son dépassement. Parmi ses propositions il y a celle de la nécessité de mettre en place un autre système d'essence capitaliste pouvant replacer le travail et la plus value comme catégories centrales du système. Ce qui nécessite la métamorphose du capital marchand en capital productif. R. Bendib attire notre attention sur les catégories utilisées par l'Etat rentier pour sortir de la crise en ce sens qu'elles sont ambivalentes et recèle beaucoup de non dit, nous faisons allusions aux notions d'économie de marché et de démocratie.

Devant la crise l'Etat rentier les couches dominant l'Etat sont capables de faire toutes les concessions possibles pourvu qu'elles ne soient pas éloignées du pouvoir, de l'administration et de manière générale des lieux de partage de la rente même si ce n'est que dans ses manifestations monétaires. Les slogans et les mots d'ordre n'ont pour elles aucune valeur.

Il est à signaler que notre première critique porte sur l'absence de la dimension développementaliste dans la notion d'économie de marché. Plus que le bazar signalé par R. Bendib l'économie de marché crée une illusion, celle proposée par les tenants du néo-libéralisme. Cette illusion consiste à essayer de faire croire que le marché peut par ses vertus propres régler tout les problèmes économiques. Cette notion véhicule un non dit idéologique à savoir qu'il existerait une théorie économique pure a-historique a-politique, a-

sociale et a-idéologique la notion d'économie de marché sans coloration politique appartiendrait à cette théorie ; aussi présente-t-elle le marché international comme l'unique moyen de répondre au besoin des sociétés ¹. Contrarier les lois de ce marché aurait sur l'économie et la société des conséquences plus que négatives. Cette vision faussement idyllique ne peut soutenir la contradiction que lui porte la réalité à savoir que le capitalisme est polarisant, aliénant et que son essence se définit au-delà du marché et que la politique et les rapports de force continuent à influencer les décisions bien loin des prétendus lois du marché. Il est aisé de constater que ce discours sur l'économie de marché fait passer par la trappe les problèmes réels des sociétés périphériques à savoir les problèmes du développement et le concept même du développement en tant que concept critique du capitalisme.

Les théories a l'air du temps nient et refoule et les problématiques du développement pour les remplacer par la notion de bonne gouvernance. Cette dernière se résume à un ensemble de mesures s'attaquant aux conséquences plus qu'aux causes des problèmes. Ces méthodes sont copiées sur le style du management américain. La bonne gouvernance a pour objectif la lutte contre le dysfonctionnement, le gaspillage, la corruption etc. les problèmes structurels sont niés.

Rappelons que cette libéralisation et cette généralisation de l'économie de marché est l'œuvre de deux grandes institutions à savoir le Fonds monétaire international (F.M.I) et l'organisation mondiale du commerce O.M.C.

L'O.M.C n'est pas une organisation chargée de réglementer le commerce mondial, ses fonctions vont bien au-delà. L'O.M.C propose d'unifier les règles concernant la gestion des marchés internes et celles concernant le marché mondial, de supprimer toute distinction au nom d'un concept extrême du libre échange. Aussi l'O.M.C se propose d'organiser la production mondiale en fonction des exigences de la maximisation des profits du capital transnational rejetant les exigences du développement même sous forme de rattrapage. L'O.M.C se comporte comme le nouveau ministre des colonies et veut empêcher les colonies de devenir des concurrents en interdisant aux pays périphériques de légiférer et de réguler les activités du capital des métropoles opérant chez eux.

Avant de revenir à la crise de l'Etat rentier il nous semble indispensable de revenir sur le processus de différenciation qui s'est matérialisé après la dislocation du front de Bandung. Ce front a rappelons le contribué à précipiter le Tiers monde dans l'ère de la révolution industrielle , imposant de nouvelles formes de régulation sociales et d'institutions, installant des arbitrages inédits , poussant le capital à faire des concessions . De manière générale ce front était derrière tout les acquis même si la peur de la contagion communiste a joué un rôle favorable dans ce rapport de force.

Le processus de différenciation qu'a connu ce que l'on appelait tiers monde après la fin du front de Bandung n'est pas seulement économique et social .Le critère qui sépare les périphéries actives ou les pays émergents de celles marginalisées n'est pas celui de la seule compétitivité de leur production industrielle. Mais c'est aussi un critère politique. Les pouvoirs politiques des premières et leurs sociétés sans nier les contradictions internes ont un projet social et une stratégie pour le mettre en œuvre. C'est évident pour la Chine la Corée et certains pays d'Amérique latine etc. Ces projets nationaux se confrontent avec ceux de l'impérialisme et le résultat de cette confrontation façonne le monde de demain.

Les périphéries marginalisées n'ont ni projet, (même si la rhétorique de l'islam politique dans nos pays prétend le contraire) ni stratégie propre. Ce sont les cercles de l'impérialisme qui pensent pour elles et de ce fait ce sont les éléments passifs dans la mondialisation.

Nous avons tenu dans cette modeste contribution à apporter quelques éléments contradictoires et un éclairage différent de celui de R. Bendib. Notre démarche a consisté à présenter successivement la naissance et l'expansion du mode de production capitaliste à l'échelle internationale et surtout son visage colonial et néocolonial. Puis nous avons survolé les conditions de redéploiement du capitalisme international et les nouvelles configurations économiques qui en résultent surtout après les année quatre vingt du siècle passé : domination et utilisation des organisations internationales, subordinations des Etats par les monopoles demandent une argumentation plus poussée. Mais ce sont la des domaines de réflexion que nous avons tenu a signaler. La définition des caractères polarisants et aliénant du capital nous permet de saisir les luttes

menées par les alter mondialistes et actuellement une partie des pays d'Amérique latine

A partir de la présentation de ce cadre général de l'évolution de l'économie mondiale nous pouvons tirer quelques enseignements intéressants pour l'avenir de la société algérienne et notamment pour une politique économique capable de nous sortir de la crise. La lecture des conditions du développement auto centré nous permet de voir le manque de cohérence et les inconséquences qui ont caractérisé les politiques économiques mis en œuvre et les fuite en avant. Peut on conclure pour cela que l'Algérie a raté son entrée dans l'ère de la révolution industrielle. Les résultats très mitigés de l'industrialisation ont fait dire à R. Bendib que ce qui a été réalisé n'est que de la quincaillerie ce qui masque la main mise des couches rentières sur le pays. Nous ne partageons pas cette opinion. Une étude non exhaustive faite par les experts internationaux et corroborée par les faits montre que des pans entiers de l'industrie hors hydrocarbure restent viables. Nous citons de mémoire la sidérurgie, une grande partie de l'industrie mécanique, les engrais, l'électroménager, la production d'engins de travaux publics, une partie de l'agro alimentaires etc. Quand au domaine agricole qui dépend toujours en grande partie de mère nature semble attirer des capitaux surtout dans sa production spéculative. R. Bendib prédit la disparition des activités productrices hors hydrocarbure. Pour notre part nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir un rapport de force capable d'éliminer l'activité agricole notamment sauf si le pouvoir qui prendrait de telles mesures cherche à se faire tara-kiri. L'honnêteté intellectuelle nous oblige à admettre qu'une grande partie de l'industrie textile, cuir, et autres transformations est en régression voir en voie de disparition ne pouvant soutenir la concurrence internationale.

Ajoutons que depuis le début quatre vingt dix du siècle passé l'industrie publique est soumise à un régime de coups de buttoirs et subit un chantage permanent en tant qu'économie publique de la part des forces du néolibéralisme de l'intérieur comme de l'extérieur du pays.

Le second enseignement que l'on peut tirer est que la métamorphose du capital commercial en capital productif ne se réalise pas spontanément. Nous avons cité l'exemple des périphéries actives qui on pu émerger grâce à la production mais surtout par la prise de décisions politiques basées sur un consensus conscient accepté par

tous. L'Etat algérien détenant la rente qui fait vivre tout le pays peut fort bien, si il y a prise de conscience des intérêts stratégiques, jouer son rôle d'Etat nation avant qu'il ne soit trop tard. Il dépasserait par là son caractère rentier et c'est dans la réalisation de ce type de consensus que la démocratie a un sens et n'est pas un leurre.

Signalons enfin que pour éviter de nous faire des illusions sur l'apport du capital étranger, le capital international investi très peu dans les pays ayant connu une expérience développementaliste parce que la société peut faire des comparaisons. Il n'investit que dans les pays où il y a un large processus de développement en cours comme c'est le cas de la Chine. Le capital international n'est pas intéressé par le développement ce qui le meut c'est le profit et le marché à conquérir.

Nous pensons que notre espoir de développement ne doit pas reposer sur une hypothétique intervention du capital transnational même si son action permet de précipiter les réformes. Le capital international agit en fonction de ses intérêts sans se préoccuper de ses victimes. Il aurait tendance à privilégier, dans les pays arabo-musulmans producteurs d'hydrocarbures, les couches les plus archaïques du pouvoir qui lui ferait toutes les concessions imaginables.

Nous partageons en partie les propositions de R.Bendib quant au soutien direct ou indirect de tout processus de production viable. Les propositions de Bendib ne sont possibles que de par l'émergence d'une culture de dialogue qui nous est encore étrangère.

Comme conclusion, bien que le sujet ne soit pas épuisé, que nous voulons optimiste : nous pensons que des changements sont en cours en Algérie. Il n'y a rien de vraiment palpable sinon comme le dit Hegel : « le pressentiment vague d'un inconnu ...de quelque chose d'autre qui est en marche. Cet émiettement continu qui n'altérerait pas la physionomie du tout est brusquement interrompu par le lever du soleil qui, dans un éclair dessine en une fois la forme du nouveau monde ».¹

Les signes annonciateurs peuvent être observés du point de vue de l'économie par les associations du capital privé en gestation qui concluent des projets de production avec le capital étranger même si ce ne sont pas des projets de grande envergure.

Nous pouvons ajouter les grands travaux d'infrastructure compatibles avec le monde moderne sont autant d'éléments présageant d'un avenir

différent .Enfin sur la plan social, la contestation, la fronde naïve, le combat de la presse sont les signes annonciateurs de l'avènement de la société civile.

BIBLIOGRAPHIE

- KARL MARX : Le capital livre 1 éditions sociales
- SAMIR AMIN : L'accumulation à l'échelle mondiale Payot
- SAMIR AMIN : Au-delà du capitalisme sénile pour un vingtième siècle non américain
- J. ZIEGLER : Les nouveaux maîtres du monde
- .H. DENIS : Histoire de la pensée économique (P.U.F).

Notes

(1) Que mon ami Rachid Bendib m'excuse pour la longueur. de la présentation de son article. Son texte est d'une importance telle qu'il est difficile de le résumer sans le mutiler comme il interdit par sa structure tout raccourci littéraire et encore moins conceptuel.

(2) L'auteur va manifestement faire appel aux catégories du matérialisme historique pour analyser l'évolution du capitalisme.

(3) concept clé p.p Rey dans son ouvrage << les alliances de classes>> édité par F.Maspero.

(4) L'histoire de la transition au capitalisme est développée avec une grande conscience méthodologique par K.Marx dans son analyse de l'accumulation primitive du capital.

(5) lutte sociale : concept plus affiné dans notre situation que celui de lutte des classes qui suppose des sociétés relativement structurées. L'auteur de l'article reconnaît lui-même que le prolétaire et le capitaliste productif sont absents. Le processus de différenciation sociale est à ces débuts.

(6) Samir Amin, le nouvel imperialisme de la triade in au delà du capitalisme sénile pour un vingtième siècle non américain

(7) Les prédateurs ne se rattachent à aucune école de pensée ne plongent leur racine dans aucune aventure collective ne connaissent pas d'horizon historique ne concluent d'alliance qu'avec leur congénères et sont totalement dépourvus de motivation si ce n'est le goût du pouvoir et de l'argent .Ils ne sont ni de droite ni de gauche ni du nord ni du sud aucune pensée collective n'a laissé en eux des traces identifiables .ils n' ont pas d'histoire ne construisent rien et meurent sans jamais avoir ouvert les yeux sur les hommes qui les entourent... Ce sont des êtres perdus. (in J ziegler les nouveaux maîtres du monde).

(8) Hegel in phénoménologie de l'esprit, cité par H. Denis histoire de la pensée économique (P.U.F) p398.